Paris : un cadre de la Banque de France sanctionné pour une trentaine de “likes” sur LinkedIn sur des contenus de droite, après une campagne de dénonciation orchestrée par la CGT (MàJ)

21/04/2026 à 13h15



21/04/26

Un membre du comité de direction de la Banque de France a été sanctionné après avoir soutenu sur LinkedIn plusieurs publications liées à l’extrême droite. L’information, révélée par L’Informé, a été confirmée à l’AFP.

Dans un courriel interne consulté par l’agence, l’intéressé reconnaît qu’« une trentaine de mes likes constituaient une sérieuse erreur de jugement m’ayant conduit à un manquement au

regard de nos règles de déontologie ». Il ajoute avoir été sanctionné, précisant comprendre et accepter cette décision.

Selon la CGT, les contenus concernés provenaient notamment de Sarah Knafo, ancienne candidate d'extrême droite à la mairie de Paris, et de Matthieu Valet. Le syndicat dénonce une « mascarade de procédure disciplinaire » et vise également un second cadre.

La nature exacte de la sanction n'a pas été rendue publique. Les principes éthiques internes rappellent que les agents doivent exercer leurs fonctions avec neutralité et ne manifester aucune opinion politique, philosophique ou religieuse.

Actu.fr

18/02/25

Tract de la CGT Banque de France

À la Banque de France, comme au niveau national, les idées d'extrême droite vont à l'encontre des intérêts des salarié·es

Il n'y a rien d'étonnant que le précédent directeur général des ressources humaines promouvant des idées d'extrême droite ait mis en place avec zèle une réforme des carrières ralentissant l'ensemble des agents de la Banque de France, licencié abusivement plusieurs personnes pour inaptitude partielle... Rien d'étonnant non plus que le précédent DGRH qui admire Vincent Bolloré et valorise des comptes LinkedIn fustigeant l'état social ait participé à la suppression de près de 30% des effectifs de la Banque.



L'extrême droite, tout en pointant les étranger·ères, immigré·es et musulman·es, s'attaque aussi aux droits de l'ensemble des salarié·es. Pour rappel, à l'Assemblée nationale, le Rassemblement National de Le Pen et Bardella a voté :

- Contre l'augmentation du salaire minimum (SMIC) à 1500 euros net mensuel ;
- Contre l'indexation des salaires sur l'inflation ;
- Pour le durcissement des droits à l'assurance chômage ;
- Contre le gel des loyers ;
- **Contre le rétablissement de l'ISF** ;
- Pour supprimer la proposition de loi qui **interdit les vols en jets privés** ;
- Contre **la fin des déserts médicaux** ;
- Pour la suppression du repos dominical pendant les JO ;
- Contre la création d'un **service public de la petite enfance** ;
- Pour la **privatisation de la RATP** ;
- L'abstention sur l'instauration des **prix planchers** pour les agriculteurs ;
- Contre les **énergies renouvelables** ;
- Pour la préférence nationale – une mesure anticonstitutionnelle et cheval de Troie de politiques racistes ;
- Pour l'interdiction de la binationalité pour les citoyen·nes d'origine non européenne ;
- Pour l'interdiction de la viande halal/casher pour stigmatiser les religions juive et musulmane ;
- Contre l'interdiction des thérapies de conversion ;
- Pour le durcissement de l'accès aux soins des personnes LGBT+.

À la Banque de France comme pour les municipales,
ne donnons pas de la force à l'extrême droite.

La collection : « déclin français et mission civilisatrice »

Un post du consultant défense de CNews, qui combine panique morale face au « **totalitarisme woke** » tout en mettant **la responsabilité sur le dos de l'UE qui ne financerait que des projets de recherche liés « aux Frères musulmans ».**

Ces mensonges sur le « **naufrage** » **de la France** s'appuient sur un livre publié par la maison d'édition financée par **Pierre-Edouard Stérin** – le milliardaire a l'origine du **projet « Périclès » qui vise à mettre au pouvoir l'extrême droite**.

Hervé Gonsard aime ceci

Bruno Clermont • 2e et +
Faire Face Défense & Aéro Conseil
9 mois • Modifié • + Suivre

Le totalitarisme woke ou le naufrage de l'Université.

"On assiste au développement endémique des idéologies identitaires que nous considérons comme un obscurantisme"

"L'Université compte 2 millions d'étudiants. Or nous sommes dirigés par des gens qui ont fait Sciences Po et l'ENA. Ils n'ont aucune connaissance des universités"

"Comme la FR a délégué à l'UE la politique de recherche de son cycle supérieur, les priorités de la recherche sont définies par une institution européenne sur laquelle plus personne n'a la main"

"Les appels à projet découlent d'une vision de bureaucrates s'inscrivant dans des mots-clefs ou thèmes qui répondent à l'obscurantisme woke"

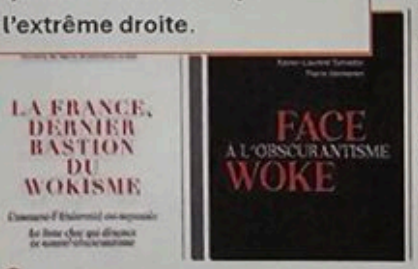
"En face, il y a la peur de la majorité face à la minorité qui propulse le wokisme, car elle a construit un système postmoniste et clanique nouveau sur la base du clivage"

"Un projet de recherche financé par l'UE qui ne serait pas lié d'une manière ou d'une autre aux Frères musulmans n'a pratiquement aucune chance d'être financé"

"L'écosystème des Frères musulmans est très puissant et actif à Bruxelles et dans certains pays européens. Ils ont désormais réussi à pénétrer dans l'université européenne et FR, dans les milieux de la recherche"

"La logique intersectionnelle rend service à l'islam politique. En disant qu'une femme est une minorité discriminée et qu'une femme voilée est doublement discriminée, on crée artificiellement un discours politique mettant en avant toutes les revendications d'un islam politique"

Commentaire:
Un autre naufrage de l'UE et de la France: celui des universités.
Wokisme, ultragauche, déconstruction, islamisme, théorie du genre: même combat. Celui des idéologues qui veulent mettre à bas nos sociétés.
L'université nous prépare des lendemains qui déchantent. La haine contre ce livre est à l'image du sectarisme du wokisme.



Hervé Gonsard aime ceci

Laurent de Béchade • 2e et +
Président de l'association LÉA Antiracisme • Chroniqueur à La L...
Accéder à mon site web
8 mois • Modifié • + Suivre

À Roubaix, une église classée monument historique, a été la proie des flammes. Quelques jours plus tôt, en Saintonge, un autre édifice religieux était visé. Ces faits divers se répètent désormais à un rythme inquiétant. On voudrait banaliser ces destructions, les réduire à des gestes isolés ou à l'errance de quelques marginaux. Ce serait une erreur. Ces églises sont visées parce qu'elles rappellent une histoire, une culture, une foi qui ont façonné la France. N'ayons pas peur des mots : dans beaucoup de cas il s'agit d'actes anti-chrétiens.

Hervé Gonsard aime ceci

Bruno Clermont • 2e et +
Faire Face Défense & Aéro Conseil
2 mois • Modifié •

La France.

La France, c'est ça.

Vive l'Empereur! Vive la France!

Beaucoup de posts mettent en avant des actes « anti-chrétiens » qui font référence à un soi-disant « **déclin moral** » **de la France.** Particularité de cette publication : son autrice est présidente de **l'association « Léa » - qui est également financée par Pierre-Edouard Stérin** (cf. ci-dessus).

Même ambiance bonapartiste et guerre des civilisations avec **Christine Kelly (CNews), Juan Agullo et Bruno Clermont** : « Vive l'Empereur, Vive Napoléon », Vive la chrétienté et adieu le devoir de neutralité.

Hervé Gonsard aime ceci

Juan Agullo • 2e
Spécialiste en Sûreté & Sécurité | Membre fondateur d...
Accéder à mon site web
3 mois •

« Tu râles pour une Croix , on va t'en remettre , , , ».

Hervé Gonsard aime ceci

Christine KELLY • 2e
Journaliste et écrivain
1 an(s) •

Les 220 ans du Sacre de Napoléon.
À Saint Raphaël c'est ce samedi

La collection « influenceurs d'extrême droite et vive la grande bourgeoisie »

Hervé Gonsard aime ceci

Rémy Berthonneau • 3e et +
Collaborateur parlementaire
5 mois • Modifié •

+ Suivre

Houra ! La page Gaullisme a été réactivée ! Elle avait été supprimée, il y a un mois, sans aucune raison.

Hervé Gonsard aime ceci

Matthieu Valet • 2e
Député européen
1 an(s) •

+ Suivre

Action, réaction, propre!

Bravo aux CRS qui ont percuté cette bande de voyous cachés derrière cette banderole, qui est un véritable bouclier où se protègent des factieux pour casser, piller et brûler du flic!

En plus d'être le **collaborateur d'un député RN** (en Moselle), Rémy Berthonneau est **un candidat RN aux municipales 2026** en Gironde.

En tant qu'administrateur, il se sert de la page « Gaullisme » pour véhiculer des idées d'extrême droite. M. Gonsard l'apprécie particulièrement avec près de 40 contenus promus. Quand on aime l'extrême droite, on ne compte pas.

Quant à Mathieu Valet, en plus de soutenir des violences contre des manifestant·es, il est **député européen pour le RN** – et candidat pour le RN aux municipales à Lille.

L'extrême droite déteste les immigrés mais adore le grand patronat en particulier quand il fait sa fortune grâce au néocolonialisme.

Vincent Bolloré, le milliardaire qui continue à banaliser les **discours réactionnaires et complotistes** dans les médias dont il est propriétaire : CNews, Europe1, le JDD...

Hervé Gonsard aime ceci

Frédéric DENOUAL • 3e et +
Consultant - Manager de transition | Reconnue Opérationnel S...
1 an(s) •

+ Suivre

Master class d'un très grand Capitaine d'industrie Breton

Crédit LCP ... plus



Hervé Gonsard aime ceci

Collège Stanislas Paris
12 884 abonnés
3 mois •

Merci Le Figaro pour ce bel article qui rend hommage au travail et à l'engagement quotidien de nos élèves, enseignants et équipes éducatives

Le Figaro
420 115 abonnés
3 mois •

+ Suivre

Après la bourrasque médiatico-politique qui a terni son image, l'établissement catholique parisien affiche un taux exceptionnel de récompenses au Concours général et d'intégrations dans les grandes écoles

Pour rappel le **collège Stanislas** a fait l'objet de nombreux **signalements pour des agissements sexistes, homophobes & autoritaires.**

Un post qui parle de « **pseudo sachants de technocrates de l'UE** » qui « **sont néfastent (sic) et préjudiciable à l'humanité** ».

Hervé Gonsard aime ceci

Olivier LORTET • 3e et +
Le Commercial chez Franco Solar Icenge...
4 mois •

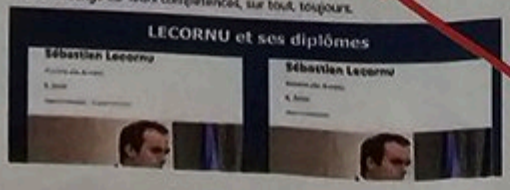
+ Suivre

Sébastien LECORNU cavardait-il pendant des années son CV sur les pages officielles du Gouvernement comme l'affirme @anatolium ?

La réponse est OUI.

Voici sa page officielle en 2024 vs. 2025

Le mensonge sur leurs compétences, sur tout, toujours.



Hervé Gonsard aime ceci

philippe provost • 3e et +
Architecte-Expert
8 mois •

+ Suivre

La vigne ne brûle quasiment pas et est un excellent coupe-feu naturel, qui permet d'avoir une position de sécurité pour combattre le feu.

Le problème, c'est que l'UE subventionne les viticulteurs pour mettre les vignes en jachère. Les terrains deviennent ainsi des tapis de broussailles, qui sont des gouffres à incendie.

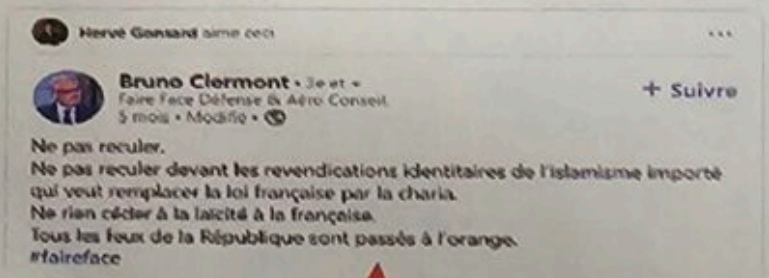
Aujourd'hui, ces "pseudo sachants" de technocrates de l'UE, malgré leurs diplômes (?), en quoi?, n'ont aucun bon sens. Ils subventionnent des jachères, qui sont des dangers dans les zones naturellement propices aux incendies.
Ils se disent écolos, mais ne respectent en rien la Nature, n'en connaissant pas les principes. Ils sont néfastent et préjudiciable à l'humanité !

Mentir sur son CV ce n'est pas bien. **Quid du respect de la neutralité de notre institution** quand un DG « like » ce type de post ?

La collection « racisme et xénophobie »



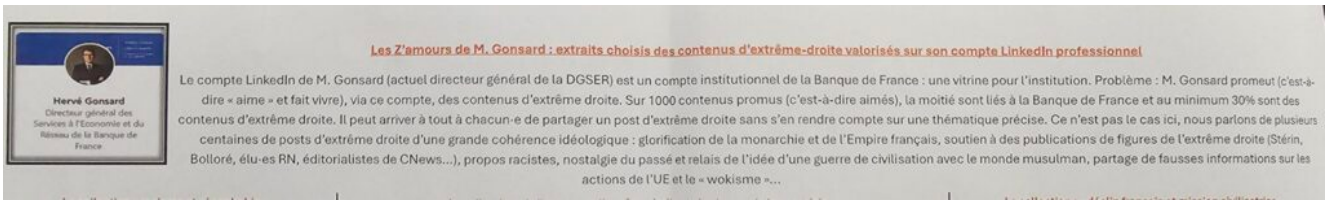
Un post raciste de Sarah Knafo, candidate pour **Reconquête** (le parti d'**extrême droite de Eric Zemmour**) à la mairie de Paris. Pour rappel, Eric Zemmour est un délinquant multirécidiviste prônant **la haine et le racisme.**

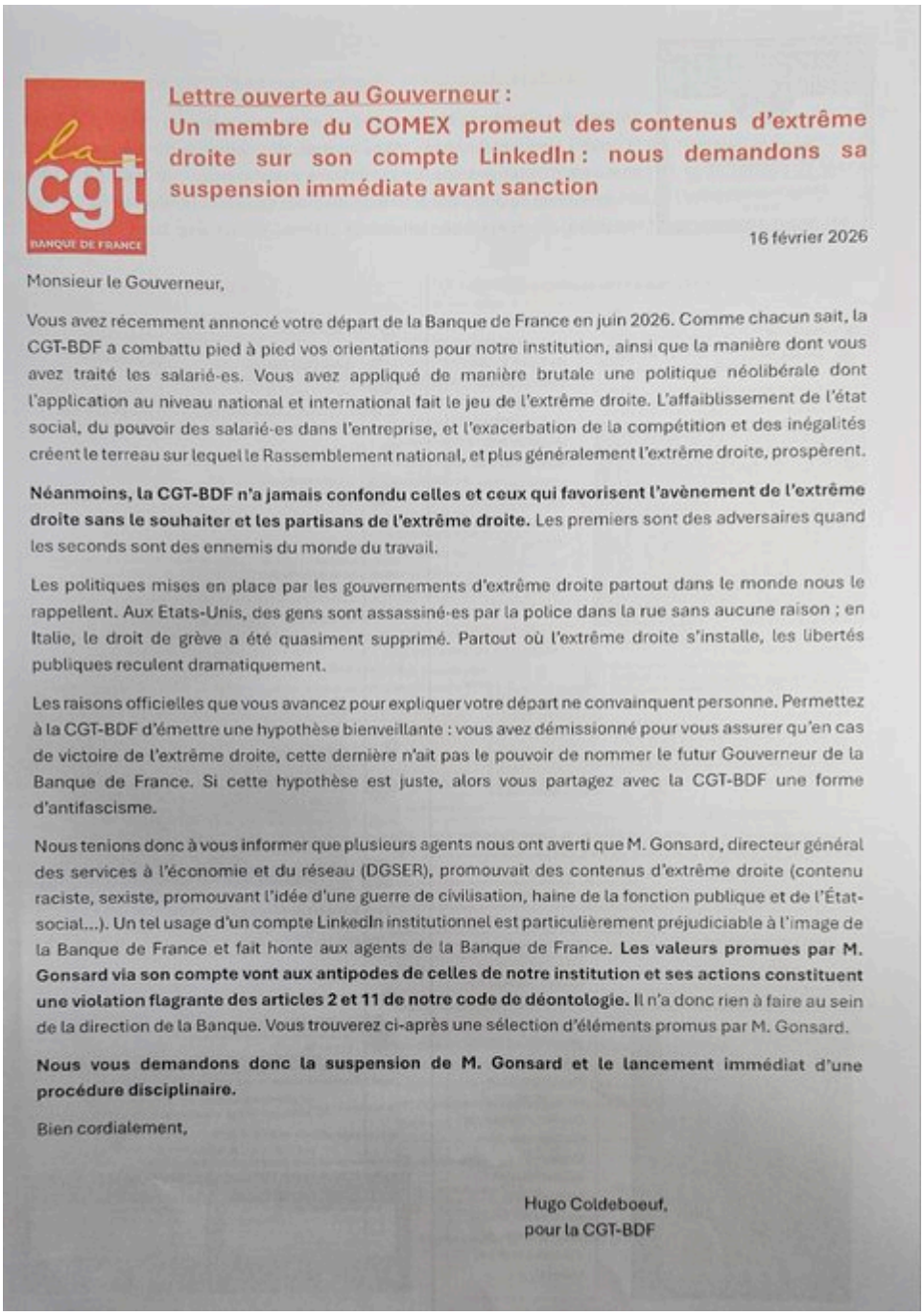


Un post islamophobe du consultant défense de **CNews** (chaine de Vincent Bolloré, multi-condamné par l'ARCOM pour ses **fausses informations**). M. Gonsard est un grand fan de ce Monsieur raciste (dizaines de likes).



Ce post contient une vidéo clairement **raciste**, réalisée par le **collectif Némésis** (un groupe identitaire). Y figure notamment la présidente de ce collectif, **Alice Cordier**, membre de **l'Action française** (groupe monarchiste) et habituée des partenariats avec des influenceurs d'extrême droite et **néonazi**.





la cgt
BANQUE DE FRANCE

Lettre ouverte au Gouverneur : Un membre du COMEX promeut des contenus d'extrême droite sur son compte LinkedIn : nous demandons sa suspension immédiate avant sanction

16 février 2026

Monsieur le Gouverneur,

Vous avez récemment annoncé votre départ de la Banque de France en juin 2026. Comme chacun sait, la CGT-BDF a combattu pied à pied vos orientations pour notre institution, ainsi que la manière dont vous avez traité les salarié-es. Vous avez appliqué de manière brutale une politique néolibérale dont l'application au niveau national et international fait le jeu de l'extrême droite. L'affaiblissement de l'état social, du pouvoir des salarié-es dans l'entreprise, et l'exacerbation de la compétition et des inégalités créent le terreau sur lequel le Rassemblement national, et plus généralement l'extrême droite, prospèrent.

Néanmoins, la CGT-BDF n'a jamais confondu celles et ceux qui favorisent l'avènement de l'extrême droite sans le souhaiter et les partisans de l'extrême droite. Les premiers sont des adversaires quand les seconds sont des ennemis du monde du travail.

Les politiques mises en place par les gouvernements d'extrême droite partout dans le monde nous le rappellent. Aux Etats-Unis, des gens sont assassiné-es par la police dans la rue sans aucune raison ; en Italie, le droit de grève a été quasiment supprimé. Partout où l'extrême droite s'installe, les libertés publiques reculent dramatiquement.

Les raisons officielles que vous avancez pour expliquer votre départ ne convainquent personne. Permettez à la CGT-BDF d'émettre une hypothèse bienveillante : vous avez démissionné pour vous assurer qu'en cas de victoire de l'extrême droite, cette dernière n'ait pas le pouvoir de nommer le futur Gouverneur de la Banque de France. Si cette hypothèse est juste, alors vous partagez avec la CGT-BDF une forme d'antifascisme.

Nous tenions donc à vous informer que plusieurs agents nous ont averti que M. Gonsard, directeur général des services à l'économie et du réseau (DGSER), promouvait des contenus d'extrême droite (contenu raciste, sexiste, promouvant l'idée d'une guerre de civilisation, haine de la fonction publique et de l'État-social…). Un tel usage d'un compte LinkedIn institutionnel est particulièrement préjudiciable à l'image de la Banque de France et fait honte aux agents de la Banque de France. **Les valeurs promues par M. Gonsard via son compte vont aux antipodes de celles de notre institution et ses actions constituent une violation flagrante des articles 2 et 11 de notre code de déontologie.** Il n'a donc rien à faire au sein de la direction de la Banque. Vous trouverez ci-après une sélection d'éléments promus par M. Gonsard.

Nous vous demandons donc la suspension de M. Gonsard et le lancement immédiat d'une procédure disciplinaire.

Bien cordialement,

Hugo Coldebœuf,
pour la CGT-BDF

17/02/25

La direction de la Banque de France a annoncé, mardi 17 février, l'ouverture d'une enquête visant Hervé G., directeur

général chargé des services à l'économie et du réseau de l'institution. En cause : des « likes » publiés sur le réseau professionnel LinkedIn.

Dans un mail adressé aux organisations syndicales, que franceinfo indique avoir consulté, la direction évoque « des likes, sur le réseau LinkedIn, manquant selon toute apparence au devoir de réserve et à la neutralité que doivent respecter tous les agents de la Banque ». L'alerte a été lancée par la CGT Banque de France, qui affirme, captures d'écran à l'appui, qu'Hervé G. promeut « des contenus d'extrême droite (contenu raciste, sexiste, promouvant l'idée d'une guerre de civilisation, haine de la fonction publique et de l'État-social…) ».

Le syndicat estime qu'« un tel usage d'un compte LinkedIn institutionnel est particulièrement préjudiciable à l'image de la Banque de France et fait honte aux agents de la Banque de France » et réclame sa suspension. De son côté, la direction assure avoir demandé « l'arrêt immédiat de cette pratique » et précise que les messages en cause ont été retirés. Elle souligne que « ce qui est en cause, ce ne sont pas les opinions privées de chacun et leur diversité, c'est le fait de les exprimer publiquement sur un réseau social professionnel ».

Une enquête interne a été lancée afin de « déterminer la portée d'un manquement individuel ». Cette situation s'inscrit dans un contexte juridique déjà balisé : comme le rappelait en janvier 2025 l'avocate en droit du travail Emilie Méridjen sur franceinfo, « Le cas de LinkedIn est particulier parce qu'il s'agit d'un réseau professionnel public ». Elle précisait que la jurisprudence permet à un employeur de se prévaloir d'une publication ou d'un « like » sur LinkedIn dans le cadre d'une procédure disciplinaire, notamment en cas d'atteinte à l'image de l'entreprise.

France Info